Deloitte.

Communiqué de presse

Zurich, le 29 octobre 2026

Les CFO suisses plus optimistes qu'ils ne l'ont été depuis longtemps – l'IA met sous pression les emplois en début de carrière

Le moral des responsables financiers suisses s'est nettement amélioré. 61% des personnes interrogées portent un regard positif sur les perspectives conjoncturelles de la Suisse. Les prévisions de chiffre d'affaires ont elles aussi connu une forte hausse. Dans le même temps, les perspectives d'emploi en Suisse restent faibles. De nombreux CFO s'attendent à ce que l'intelligence artificielle entraîne une réduction du nombre d'emplois, notamment parmi les emplois en début de carrière et les postes juniors. C'est ce que révèle la dernière enquête menée par Deloitte auprès des CFO.

Les entreprises suisses envisagent les mois à venir avec nettement plus d'optimisme. Selon la dernière enquête menée auprès des CFO par le cabinet d'audit et de conseil Deloitte, 61% des directeurs financiers interrogés s'attendent à une évolution positive de la conjoncture suisse au cours des douze prochains mois. Seuls 8% s'attendent à une détérioration.

Les directeurs financiers envisagent l'avenir avec davantage d'optimisme qu'il y a six mois, non seulement pour la Suisse, mais aussi pour la Chine et les États-Unis. L'Allemagne fait figure d'exception. Même si l'évaluation des CFO s'est aussi légèrement améliorée par rapport au printemps, les défis structurels n'en restent pas moins importants.

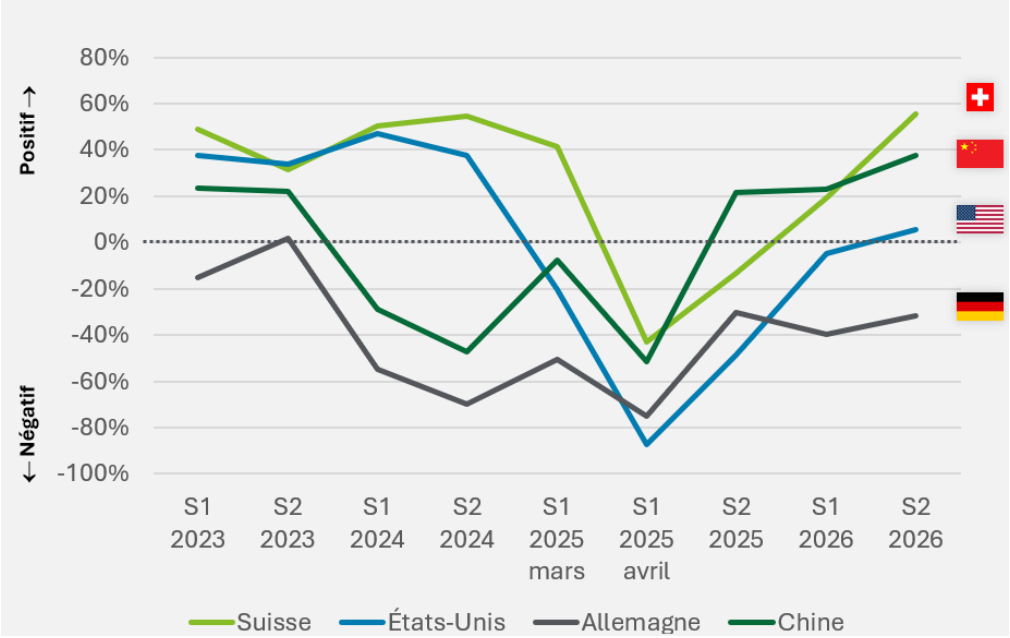


Figure 1 : Les prévisions conjoncturelles sont présentées sous forme de solde net. Il s'agit de la différence entre les réponses positives et négatives ; les réponses neutres ne sont pas prises en compte.

Les prévisions concernant leurs propres entreprises se sont également nettement améliorées. 69% des CFO jugent positives les perspectives financières pour les douze prochains mois, tandis que

© 2026 Deloitte SA

12% les jugent négatives. Les prévisions concernant le chiffre d'affaires et les marges se sont particulièrement améliorées : 73% des personnes interrogées s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires, tandis que 52% tablent sur une augmentation des marges.

Une reprise marquée par des intentions d'embauche prudentes en Suisse
Malgré des perspectives plus favorables, l'emploi reste le point faible de l'économie suisse. 27% des CFO s'attendent à une augmentation des effectifs, tandis que 30% prévoient une baisse. À l'étranger, en revanche, les CFO suisses tablent plutôt sur une augmentation des effectifs ; 39% d'entre eux prévoient une hausse du nombre de collaborateurs, tandis que seuls 16% s'attendent à une réduction des effectifs sur leurs sites hors de Suisse. La dynamique des investissements reste également plus forte à l'étranger qu'en Suisse.

1	Risques géopolitiques	0
2	Faible demande / récession	0
3	Réglementation et choix politiques	1
4	Concurrence et mutations du marché	6
5	Pression sur prix, coûts et marges	5
6	Financement, liquidités, investissement	2
7	Risques de change	-4
8	Conflits, douanes et sanctions	-2
9	Numérisation, IA et données	3
10	Prix énergie / matières premières	-2

Figure 2 : Le top 10 des principaux risques menaçant les entreprises du point de vue des CFO suisses.

« Les entreprises suisses se montrent nettement plus optimistes qu'il y a encore quelques mois. C'est réjouissant, mais cela ne signifie pas pour autant que tout va bien », déclare Michael Grampp, économiste en chef chez Deloitte Suisse. « Il est frappant de constater que les entreprises s'attendent à voir leur chiffre d'affaires et leurs marges augmenter, mais qu'elles ne souhaitent guère augmenter leurs effectifs en Suisse. Cela plaide en faveur d'une croissance qui repose davantage sur la productivité, l'automatisation et les investissements à l'étranger que sur la création d'emplois supplémentaires en Suisse. »

Ce nouvel optimisme reste toutefois soumis à certaines réserves. Du point de vue des CFO, les risques géopolitiques restent le principal risque pour les entreprises, suivis par les craintes d'un ralentissement de la demande ou d'une récession. Les réglementations et les décisions politiques occupent désormais la troisième place dans la perception des risques. Dans le même temps, les CFO citent la réglementation et la compliance comme les principaux facteurs pesant sur leurs marges.

Les coûts liés à l'IA dépassent le budget prévu
L'intelligence artificielle est l'un des principaux moteurs de ces changements structurels. Les dépenses prévues en matière d'IA représentent en moyenne 0,9% des dépenses totales des

© 2026 Deloitte SA

entreprises interrogées. Seuls 8% des CFO indiquent qu'aucune application d'IA n'a encore été mise en place dans leur entreprise et qu'aucune n'est prévue. Dans le même temps, l'IA coûte plus cher que ce que beaucoup pensaient. 40% des CFO s'attendent à ce que les dépenses réelles en matière d'IA à l'échelle de l'entreprise soient supérieures au budget initial pour l'exercice en cours. En conséquence, 69% des entreprises ont déjà mis en place des mesures visant à contrôler leurs dépenses liées à l'IA ou prévoient de le faire au cours des douze prochains mois.

Les attentes en matière d'avantages financiers demeurent néanmoins élevées : 18% des CFO indiquent avoir déjà tiré un bénéfice financier de l'utilisation de l'IA. 61% supplémentaires s'attendent à ce que ce soit le cas d'ici un à trois ans.

Les postes juniors sous pression
Les CFO portent un jugement nettement négatif sur l'impact de l'IA sur l'emploi dans la fonction finance, en particulier en ce qui concerne les emplois en début de carrière et les postes juniors. 64% s'attendent à ce que le nombre d'emplois diminue à ces niveaux au cours des trois prochaines années, tandis que seuls 5% prévoient une hausse. Même pour les postes nécessitant une expérience intermédiaire, les CFO sont plus nombreux à anticiper une baisse qu'une hausse. La majorité des CFO ne prévoit une augmentation des effectifs que pour les spécialistes expérimentés.

L'IA affecte donc principalement les activités qui permettaient jusqu'à présent aux jeunes professionnels en début de carrière et bien formés d'acquérir une précieuse expérience pratique : préparation des données, analyses standard, rapports, documentation, recherches et processus de routine. L'automatisation de ces tâches permet de gagner en efficacité. Dans le même temps, le risque que les tâches traditionnellement confiées aux personnes en début de carrière disparaissent ou soient profondément modifiées augmente.

« Pour les entreprises, l'IA n'est pas seulement une question de technologie ou de coûts, c'est aussi une question d'organisation », déclare Alexandre Buga, Associé et Responsable Suisse romande chez Deloitte Suisse. « Lorsque les entreprises ont recours à l'IA pour gagner en efficacité, elles doivent veiller en parallèle à ce que les jeunes talents puissent continuer à évoluer à l'avenir. En effet, la suppression des tâches juniors implique de repenser les postes de début de carrière de manière réfléchie. Ces postes doivent comporter des parcours d'apprentissage structurés, une participation accrue dans les processus décisionnels et une assurance qualité clairement définie dans l'utilisation de l'IA. »

Une reprise accompagnée d'ajustements structurels
Dans l'ensemble, l'enquête révèle une situation contrastée : les perspectives conjoncturelles et les attentes des entreprises n'ont pas été aussi positives depuis longtemps. Dans le même temps, la dynamique de l'emploi en Suisse reste plutôt faible, l'IA transformant principalement les fonctions administratives et les métiers intellectuels.

« Les entreprises suisses ont retrouvé une certaine confiance en l'avenir, mais restent prudentes en matière de recrutement en Suisse », déclare Michael Grampp. « Il est donc d'autant plus important d'investir dans l'innovation et dans les compétences des collaborateurs. Les inquiétudes croissantes concernant la réglementation constituent un signal d'alerte pour les responsables politiques et l'administration : les entreprises ont besoin de davantage de marge de manœuvre, et non d'obstacles supplémentaires. »

À propos de l'enquête de Deloitte auprès des CFO
La 52e enquête menée par Deloitte auprès des CFO en Suisse a été réalisée en ligne du 2 au 25 septembre 2026. 120 CFO issus de tous les principaux secteurs d'activité et d'entreprises cotées et non cotées ont participé à cette enquête. L'enquête européenne effectuée auprès des

© 2026 Deloitte SA

CFO est menée dans plusieurs pays, dont la Suisse. Les résultats de ces enquêtes nationales sont agrégés et devraient être disponibles à partir du mois de novembre.

Contact : Michael Wiget
Responsable Communication Externe
Tél. : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

Contact : Kevin Capellini
Communication externe
Tél. : +41 58 279 59 74
E-mail : kcapellini@deloitte.ch

Deloitte Suisse

Deloitte propose des services professionnels intégrés en Audit & Assurance, Tax & Legal, Strategy, Risk & Transaction et Technology & Transformation. Avec environ 2'500 collaborateurs répartis sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et à des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité en Suisse.

Nos équipes fournissent des résultats mesurables et durables qui contribuent à renforcer la confiance du public dans les marchés financiers et permettent à nos clients d'évoluer et de prospérer. Fort de plus de 180 ans d'histoire, Deloitte est présent dans plus de 150 pays et territoires et emploie environ 470'000 professionnels dans le monde entier.

La désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs des entités suivantes : Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), son réseau mondial de cabinets membres et leurs entités liées (collectivement désignés sous le nom d'« organisation Deloitte »). DTTL ainsi que chacun de ses cabinets membres et chacune de leurs entités liées constituent des entités juridiques distinctes et indépendantes, qui ne peuvent s'engager ou se lier mutuellement à l'égard de tiers. DTTL, chacun de ses cabinets membres et chacune de leurs entités liées ne sont responsables que de leurs propres actes et omissions, et ne sauraient être tenus responsables des actes ou omissions des autres entités. DTTL ne fournit pas lui-même de services aux clients. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site www.deloitte.com/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Les informations contenues dans ce communiqué de presse étaient exactes au moment de sa publication.

© 2026 Deloitte SA